

Le gouvernement rendra sa décision «la semaine prochaine» sur l'écotaxe

AFP 18 JUIN 2014 À 16:26 (MIS À JOUR : 18 JUIN 2014 À 16:50)



Ségolène Royal le 18 juin à Paris. (Photo Stéphane de Sakutin. AFP)

La mise en œuvre de cette mesure très décriée avait été suspendue à l'automne dernier, après une forte vague de contestation.

La ministre de l'Écologie et de l'Énergie Ségolène Royal a annoncé mercredi que le gouvernement rendrait «la semaine prochaine» sa décision concernant l'écotaxe poids lourds, dont la mise en œuvre a été suspendue à l'automne dernier.

«Nous rendrons nos décisions la semaine prochaine», a déclaré la ministre lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. Le gouvernement avait dû geler l'application de cette taxe sur le transport routier, qui devait rapporter plus de 800 millions d'euros par an à l'État, à la suite de la fronde des Bonnets rouges en Bretagne.

Le quotidien économique *Les Echos* faisait état il y a une semaine de deux scénarios possibles, qui épargneraient les trajets courts. Le premier prévoirait «une franchise mensuelle kilométrique qui varierait selon le poids et la pollution émise par le camion» et son objectif serait de «réduire le poids de l'écotaxe» pour les camions effectuant des petits trajets, rapportait le journal.

La deuxième possibilité évoquée épargnerait également les trajets courts, avec une «réduction drastique du réseau taxé qui ne concernerait plus que les grands axes et serait ramené de 15 000 à 4 000 km», précisait *Les Echos*.

Dans tous les cas, ceci entraînerait une baisse importante des recettes escomptées pour cette taxe, un élément du Grenelle de l'environnement et qui est destinée à favoriser le report vers le ferroviaire ou le fluvial.

L'écotaxe poids lourds devait être appliquée dès 2011, mais cette date n'a cessé d'être repoussée pour des raisons techniques. L'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault a fini en octobre dernier par annoncer sa suspension face au mouvement d'opposition venu de Bretagne, qui a fait tâche d'huile dans d'autres régions.

A son arrivée à la tête du ministère de l'Écologie en avril, Ségolène Royal avait plaidé pour une «remise à plat» de l'écotaxe, dans l'attente des conclusions de la mission parlementaire sur le sujet.